

Et si le cireur de pompes, applaudissant à tout rompre à l'abrogation du crédit aux ménages, était en brouille avec ses pairs du syndicat ? En tout cas, c'est ainsi que l'on peut comprendre le nouveau recadrage de la position de l'UGTA sur le sujet.

Car à lire avec attention les récentes assertions de certains membres de sa direction, l'on discerne une fébrilité inquiète, d'où le désir de nuancer au plus vite la déclaration tonitruante de Sidi-Saïd. C'est qu'en désespoir de cause, ils étaient obligés de corriger l'impopulaire impression qu'elle a laissée dans le milieu des salariés.

«Comment rétablir le crédit à la consommation», titrait à leur sujet notre confrère *Liberté* (le 26 août), résumant de la sorte la hâte que met le syndicat à gommer les propos d'un zélateur en les transformant en thème de réflexion ! C'est que, plaide-t-on, l'UGTA serait déjà disposée à «réfléchir sur les possibilités d'amorcer un retour vers le crédit à la consommation», mais uniquement indexé à la production nationale.

Un argument d'une exquise hypocrisie qui sauve à la fois les apparences d'un secrétaire général démesurément aux ordres, tout en se donnant l'opportunité de dissenter sur ce qui n'existe guère.

Une pirouette de politiciens prêchant pour des offres inexistantes sur le marché national afin de faire valoir leur patriotisme économique dont c'est la mode de nos jours.

Un remarquable rebond pour faire diversion et dans le même temps amorcer sa propre campagne en vue de la prochaine tripartite.

Car pour l'UGTA, il faut aller à cette fausse table des négociations avec un air de partenaire. Du moins s'y associer au nom d'une légitimité qui lui est pourtant contestée sur le terrain syndical. C'est, d'ailleurs, ainsi que cette officine excelle, à la veille des échéances, dans l'art de faire monter la mayonnaise afin d'apparaître comme le représentant indiscutable des travailleurs. Une vanité de circonstance pour qui se souvient du nombre de fois où elle mena à son terme quelques combats.

Récitant les mêmes promesses qu'hier, elle affirme déjà qu'elle interviendra sans concession aucune sur la question du salaire minimum légal sauf qu'elle demeure discrète, voire muette, sur les propositions qu'elle fera.

Voilà ce qui s'appelle être «gagnant» en dépit de tout ! Mais l'étrangeté de sa future présence est encore aggravée par le fait que même le patronat, allié par définition des pouvoirs publics, trouve cette fois-ci à redire sur ce rendez-vous.

Les mesures contenues dans la LFC ayant créé un

schisme dans l'axe gouvernement-patronat, ce syndicat s'estime fondé de se rapprocher un peu plus du premier et solliciter ses bonnes grâces. Comme si les puissances d'argent n'avaient pas leur mot à dire sur la relance de l'emploi par exemple.

Un dérapage tactique qui renforce l'unilatéralisme du politique au détriment de la concertation qu'incarnait en théorie la tripartite.

A contre-temps et surtout en occultant délibérément le contexte du moment, elle continue à défendre cette messe pourtant vidée de toute efficacité.

Dans le bunker de la place du 1^{er}-Mai, on insiste, sans démordre, sur la capacité de cette «table ronde» à délibérer sur les options majeures. Alors qu'elle sait ce qu'il en est advenu de tous les pactes du passé, l'UGTA persiste, par instrumentation, à en faire l'apologie.

A l'origine de cet aveuglement, il y a la lente déliquescence de sa vocation de catalyseur des revendications.

Ainsi, c'est au moment où l'opacité politique du pouvoir est la plus inquiétante que se prépare un inutile round de négociations avec de supposés partenaires sociaux et économiques.

Une programmation en totale contradiction avec la conception dirigiste d'un régime plutôt enclin à ordonner et diffuser des feuilles de route qu'à

consulter et décider par consensus. La grande idée d'un pacte social pour un «changement global et qualitatif», comme le prophétisait le chef de l'Etat lui-même en 1999, a déjà vécu. Dix années se sont écoulées, et ce qui reste de ce tripartisme avorté, c'est une opportunité de faire de la «com» à bon compte. Plus personne ne se trompe sinon l'UGTA qui y gagne en sursis.

En effet, face à un régime rattrapé par ses imprudences financières et improvisateur à l'excès, comment et quoi négocier qui ne va pas demeurer lettre morte ? Ballotté entre les forces sociales à cran et les lobbies d'intérêt, l'Exécutif ne bénéficie que de la marge étroite pour agir sur les événements.

Celle qui le contraint à convoquer solennellement quelques acteurs et parapher à côté d'eux un procès-verbal de réunion. Une manière courante de faire dans la communication en s'exonérant de ses échecs. Bien évidemment, un pareil rendez-vous se conclura par la satisfaction de quelques revendications.

De la petite médecine afin de faire patienter son petit monde. Ici de la quinine pour l'UGTA et là du sirop pour les organisations patronales alors que le grand malade demeure un pays tout entier sans soins et s'enfonçant chaque jour dans la déprime. Mais comme l'UGTA ne sait voir «midi que devant



Par Boubakeur Hamidechi
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

sa porte», elle pavoisera une fois de plus en se gaussant de ses bonnes négociations. Il est vrai que lorsqu'on est un syndicat sans syndiqués, l'on peut s'autoriser toutes les autoglorifications sans risque d'être démenti.

Cas d'espèce illustrant la dérive du syndicalisme, cette organisation constitue désormais le plus pénible des archaïsmes qui résiste encore face au renouveau du combat des travailleurs.

En l'absence d'une politique éclairée et d'un dialogue ouvrant de véritables perspectives au pays, le pouvoir conserve en l'état cet appareil qu'il destine aux basses besognes.

Mais sait-il que les fausses messes, telle la tripartite, et qui lui servent de caisse de résonance, n'ont jamais requinqué un corps social alité ?

Et cela même lorsqu'il lui délègue l'UGTA comme garde-malade.

B. H.

Le Soir sur Internet :
http://www.lesoiralgerie.com
E-mail :
info@lesoiralgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Un semi-gouvernement pas franchement universel !

Après l'échec du week-end semi-universel, on s'achemine vers une nouvelle formule.

La semaine des 4 jeudis !

Là, vraiment, maintenant, en l'état des choses, je ne vois pas ce qui empêche l'instauration de la charia comme loi fondamentale du pays. Puisque le gouvernement n'arrive même plus à faire appliquer ses propres lois, puisque ce même gouvernement se casse ses dents de lait face aux crocs des islamistes et des intégristes de tous poils, autant y aller franco dans la république verte. Du commerçant, au maire, au P-dg, au directeur d'imprimerie, au transporteur routier, au syndicaliste, au ministre, tous s'essuient sans retenue les sandales sur la loi instaurant «nouveau week-end» et, en face, rien ! Pas de réaction de l'autorité. Pas d'application de la loi, cette loi pourtant si facilement «dégainable» en son volet «144 bis», quand il s'agit de casser du journaliste. Pourtant, paradoxalement, le meilleur allié d'Ouyahia, cette fois-ci, dans sa croisade pour un week-end plus ou moins universel, ça a été la presse privée. Comme d'hab', elle est montée aux barricades, la baïonnette pointée au bout du stylo. Sauf qu'encore une fois, sur la barricade, au moment de jeter un coup d'œil dans son dos pour jauger de l'état des troupes républi-

caines, cette presse s'est retrouvée bien seule. Face au diktat des imprimeurs, ces «Maîtres de L'Ecrit», ces «Templiers du Dire». Très franchement, si ce n'est pas le gouvernement qui décide de l'organisation du temps de travail et de celui du repos, il faut juste nous le dire. Puis, aller jusqu'au bout du processus. Celui de la rétrocession du pouvoir et des prérogatives. Laissons définitivement les empastillés et leurs alliés dire ce que doit être le vendredi, ce que nous devons en faire et comment l'occuper. Tenez ! Le propos va peut-être vous paraître excessif, mais je vous le livre quand même. Cette désobéissance islamiste envers une loi édictée par le gouvernement a, à mes yeux, la même charge, la même dimension, la même portée et la même terrible résonance future que l'agrément du FIS dans les années 90. C'est kif ! kif ! Car c'est dans les périodes où l'Etat cède sur ces fondamentaux que les fondamentalistes et les intégristes avancent dans leur projet. J'entends déjà les «tu exagères !» Les mêmes «tu exagères» que j'entendais lorsque Abassi Madani officiait au laser dans le stade olympique de la capitale et que son compère Benhadj était reçu en treillis de l'ANP dans le sein du sein de la république hésitante et chancelante. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

www.tacervellesarrete.blogspot.com